



CHAPITRE 89

CHAPTER 89

Loi modifiant la charte de la cité de Lauzon

An Act to amend the charter of the city of Lauzon

[Sanctionnée le 23 février 1956]

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Lauzon, constituée en corporation de cité par la loi 15-16 George VI, chapitre 82, a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, contenue dans des lettres patentes émises en 1910 et modifiée par les lois 10 George VI, chapitre 68; 15-16 George VI, chapitre 82, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 74, soit de nouveau modifiée et que de nouvelles dispositions lui soient ajoutées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1951-52,
c. 82,
a. 21a, aj.

1. La loi 15-16 George VI, chapitre 82, est modifiée en y ajoutant, après l'article 21, le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 473a,
aj. pour
la cité.

"21a. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Lauzon, en y ajoutant, après l'article 473, le suivant:

Octrois
autorisés.

"473a. Le conseil peut, par résolution, voter et payer à même les fonds généraux toutes sommes qu'il jugera utiles, pourvu toutefois que le montant global octroyé pour les fins ci-après ne dépasse pas dix mille dollars (\$10,000.00) par année:

Preamble.

WHEREAS the city of Lauzon, incorporated as a city by the act 15-16 George VI, chapter 82, has, by its petition, represented that it is necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, contained in letters patent issued in 1910 and amended by the acts 10 George VI, chapter 68; 15-16 George VI, chapter 82, and 1-2 Elizabeth II, chapter 74, be, again amended and new provisions added thereto; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 15-16 George VI, chapter 82, is amended by adding, after section 21, the following:

1951-52,
c. 82,
s. 21a,
added.

"21a. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Lauzon, by adding thereto, after section 473, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473a,
added
for city.

"473a. The municipal council may by resolution vote and pay out of the general funds any sum it may deem useful provided however that the total amount granted for the following purposes be not more than ten thousand dollars (\$10,000.00) per annum:

Grants
author-
ized.

- 1° pour aider, dans la cité ou ailleurs:
- a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, agricoles ou avicoles;
 - b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;
 - c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de bien-être social, moral ou physique;
 - d) aux associations de scout et de guides;
 - e) aux foyers et maisons de refuge;
- 2° pour maintenir et aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics;
- 3° pour annoncer la ville, en faire connaître les avantages, promouvoir l'industrie du tourisme, favoriser l'établissement et l'expansion d'industries et de commerce;
- 4° pour contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la cité."

1951-52,
c. 82, a. 8,
rempl.

2. L'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82, est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 64,
rempl.
pour la
cité.

Frais de
représen-
tation.

"8. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"64. Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement, à compter du premier janvier 1956, des frais de représentation au montant de deux mille dollars (\$2,000.00) pour le maire, et de huit cents dollars (\$800.00) pour chaque échevin. Ces montants sont payables en douze versements mensuels égaux.

Dépenses
de voya-
ge.

De plus, le maire et les échevins pourront être remboursés des dépenses réelles de voyage qu'ils auront faites dans l'intérêt de la municipalité, et en vertu d'une résolution du conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 128,
am. pour
la cité.

Personne
tenant feu
et lieu.

3. L'article 128 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y remplaçant les sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 1°, par les paragraphes suivants:

"b) Toute personne, tenant feu et lieu dans la municipalité, en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle de

1. to assist, in the city or elsewhere:
- a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, farming or poultry associations;
 - b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;
 - c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, social, moral or physical welfare;
 - d. boy scouts and girl guides associations;
 - e. homes and houses of refuge;
2. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums;
3. to advertise the city, and to make known the advantages thereof, to promote the tourist industry and encourage the establishment and expansion of industries and business;
4. to contribute to the upkeep of winter roads outside the city."

2. Section 8 of the act 15-16 George VI, chapter 82, is replaced by the following:

1951-52,
c. 82, s. 8,
replaced.

"8. Section 64 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for city.

"64. The municipal council, on mere resolution, is authorized to grant annually, as from the first of January, 1956, entertainment expenses to the amount of two thousand dollars (\$2,000.00), for the mayor, and of eight hundred dollars (\$800.00), for each alderman. Such amounts shall be payable in twelve equal monthly instalments.

Enter-
tainment
expenses.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed the actual travelling expenses they shall have made in the interest of the municipality and in virtue of a resolution of the council."

Travelling
expenses.

3. Section 128 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing subparagraphs *b* and *c* of paragraph 1. thereof, by the following sub-paragraphs:

"b. Every person, being a resident householder in the municipality under a lease, whose name is entered on the collection

R.S.,
c. 233,
s. 128,
am. for
city.

House-
holder.

perception des taxes en vigueur, comme locataire de maison d'habitation ou de partie de maison d'habitation dans le quartier pour lequel la liste est faite, d'une valeur de deux cents dollars ou au-dessus ou d'une valeur locative annuelle de cent cinquante dollars en sus des taxes et cotisations municipales remboursables au propriétaire, d'après ledit rôle;

Locataire.

"c) Toute personne, n'étant pas propriétaire et ne tenant pas feu et lieu, qui est inscrite sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur, comme locataire d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou place d'affaires, dans la municipalité; pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires, ou la part que cette personne y possède comme associée, soit estimée à une valeur réelle d'au moins deux cents dollars ou à une valeur locative annuelle d'au moins trois cents dollars en sus des taxes et cotisations municipales remboursables au propriétaire, suivant le rôle d'évaluation ou de perception."

S.R.,
c. 233,
a. 135,
rempl.
pour la
cité.

Époque
de la con-
fection.

4. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lauzon, par le suivant:

"**135.** Chaque année, avant le premier avril, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
rempl.
pour la
cité.

5. L'article 143 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité de Lauzon, par l'article 12 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Greffier
spécial.

"**143.** Si le troisième jour du mois d'avril, le greffier n'a pas fait la liste des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, le juge en chef de district ou le juge de district par lui désigné peut, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur ou électrice dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste des électeurs."

roll in force, as tenant of a dwelling-house or part of a dwelling-house in the ward for which the list is made, of the value of two hundred dollars or upwards or of the annual rental value of one hundred and fifty dollars, in addition to the municipal taxes and assessments to be reimbursed to the owner, according to such roll;

"c. Every person, though neither owner nor householder, who is entered on the valuation roll or collection roll in force, as the tenant of any store, counting-house, shop, office or place of business in the municipality; provided that such store, counting-house, shop, office or place of business, or the share which such person owns therein as partner, be assessed at an actual value of at least two hundred dollars, or at a yearly rental value of at least three hundred dollars, in addition to the municipal taxes and assessments to be reimbursed to the owner, according to the valuation or collection roll."

Tenant.

4. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lauzon, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for city.

"**135.** Prior to the first of April, of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

5. Section 143 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city of Lauzon, by section 12 of the act 15-16 George VI, chapter 82, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for city.

"**143.** If the clerk has not made the list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, by the third of April, the chief district judge or the district judge chosen by him, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare such list of the electors."

Special
clerk.

S.R.,
c. 233,
a. 161,
rempl.
pour la
cité.

Appel des
décisions
du conseil.

6. L'article 161 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lauzon, par le suivant:

"161. Tout électeur municipal de la municipalité peut dans les quinze jours, par requête énonçant brièvement les moyens d'appel, interjeter auprès du juge en chef de district ou du juge de district nommé par lui, appel de toute décision du conseil confirmant, corrigeant ou modifiant la liste des électeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
rempl.
pour la
cité.

Date des
 lections.

7. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lauzon, par le suivant:

"173. A compter du premier janvier 1956, la votation pour l'élection du maire et des échevins aura lieu le troisième lundi du mois de mai ou le jour juridique suivant, si cette journée est un jour non juridique.

Terme
prolongé.

Le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonction est prolongé au troisième lundi du mois de mai 1958, de façon que leur élection respective co cide avec la date prévue au présent article."

S.R.,
c. 233,
a. 175,
rempl.
pour la
cité.

Secrétaire
d'élection.

8. L'article 175 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lauzon, par le suivant:

"175. Dix jours au moins avant le deuxième lundi du mois de mai dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,
c. 233,
a. 179,
rempl.
pour la
cité.

Avis de
l'élection.

9. L'article 179 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lauzon, par le suivant:

"179. Huit jours au moins avant le deuxième lundi du mois de mai, dans l'année o  une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis pu-

6. Section 161 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lauzon, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 161,
replaced
for city.

"161. By means of a petition, in which shall be briefly set forth the reasons of appeal, any elector of the municipality may, within fifteen days following such decision, appeal to the chief district judge or to the district judge appointed by him, from any decision of the council confirming, correcting or amending the electoral list."

Appeal
from
council's
decision.

7. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lauzon, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for city.

"173. From and after the first of January, 1956, the polling for the election of the mayor and the aldermen shall be held on the third Monday of May, or on the following juridical day of such Monday be a non-juridical day.

Date of
elections.

The term of office of the mayor and the aldermen presently in office shall be extended to the third Monday of May, 1958, so that their respective elections coincide with the date provided in this section."

Term
extended.

8. Section 175 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lauzon, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 175,
replaced
for city.

"175. Ten days at least before the second Monday of the month of May in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, any may, at any time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

Election
clerk.

9. Section 179 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lauzon, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 179,
replaced
for city.

"179. Eight days at least before the second Monday of the month of May, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give

Notice of
election.

blic, suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3° La nomination du secrétaire d'élection."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
pour la
cité.
Date.

10. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Lauzon, par le suivant:

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le deuxième lundi de mai à deux heures de l'après-midi ou le jour juridique suivant, à la même heure, si cette journée est un jour férié."

S.R.,
c. 233,
a. 186,
remp.
pour la
cité.
Docu-
ments:
Déclara-
tion;

11. L'article 186 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"186. Il doit être produit, en même temps que chaque bulletin de présentation:

1° Une déclaration du candidat ou d'une autre personne établissant sous serment que le candidat est citoyen canadien et qu'il a le cens d'éligibilité requis, et contenant une description des biens immobiliers sur lesquels le cens d'éligibilité du candidat est basé;

2° Un certificat du greffier établissant la valeur desdits biens immobiliers d'après le rôle d'évaluation en vigueur;

3° Un certificat émis, à la requisition d'un candidat, par le registraire de la division d'enregistrement de Lévis, dans les dix jours précédant immédiatement le jour de la présentation des candidats, démontrant les rentes, hypothèques ou autres charges grévantes, à la date du certificat, le ou les immeubles sur lesquels le candidat base son cens d'éligibilité ainsi que les rentes, hypothèques ou autres charges qui ont été radiées au cours des douze mois précédant immédiatement le jour de la présentation des candidats avec la date de leur radiation. Nul ne pourra être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin s'il ne rem-

Certificat
du greffier;

Certificat
du registraire.

public notice, in the form 7, under his signature, setting forth:

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

2. The day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;

3. The appointment of the election clerk."

10. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Lauzon, by the following:

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the second Monday of May at two o'clock in the afternoon or on the next following juridical day, at the same time, if such Monday is a holiday."

11. Section 186 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"186. With each nomination-paper, there shall be filed:

1. A declaration from the candidate or some other person stating under oath that the candidate is a Canadian citizen and that he is duly qualified, and containing a description of the immoveable property on which such qualification is based;

2. A certificate from the clerk, establishing the value of the said property according to the valuation roll in force;

3. A certificate issued, on the requisition of the candidate, by the registrar of the registration division of Lévis, within the ten days immediately preceding the day of the nomination of candidates, showing the rents (*rentes*), hypothecs or other charges which, on the date of the certificate, encumber the immoveable or immoveables on which the candidate bases his qualification, and the rents (*rentes*), hypothecs or other charges which have been radiated within the twelve months immediately preceding the day of the nomination of candidates, with the date of such radiation. No person shall be nominated for the office of mayor or of

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for city.

Date.

R.S.,
c. 233,
s. 186,
replaced
for city.

Docu-
ments:

Declara-
tion;

Certifi-
cate of
clerk;

Certifi-
cate of
registrar.

plit les conditions fixées par le présent article."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

12. Le paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité de Lauzon, par l'article 15 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82, est remplacé par le suivant:

Règle-
ment de
construc-
tion et de
zonage.

"1°a Toutefois, sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter, d'ici le premier jour de mai 1958 un règlement de construction et de zonage modifiant ou remplaçant ses règlements existants à ce sujet; mais une fois le nouveau règlement adopté, ce nouveau règlement ne pourra être modifié ou remplacé que conformément aux dispositions ci-dessus;"

S.R.,
c. 233,
a. 426a,
aj. pour
la cité.

13. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 426, le suivant:

Permis
de cons-
truction.

"**426a.** Le conseil peut faire des règlements pour édicter qu'aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

"cons-
truction".

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles avec dépendances; les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur les terres en culture."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la cité.

14. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant, après le paragraphe 32°, le paragraphe suivant:

Rues sans
égouts,
etc.

"33° Pour refuser les permis de construction sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts.

Excep-
tion.

Cependant, si le requérant peut se pourvoir autrement d'un approvisionnement suffisant d'eau potable et disposer d'une fosse d'égouts comportant des conditions sanitaires convenables, le conseil peut, à sa discrétion, accorder ou refuser ce permis."

alderman unless he complies with the conditions declared in this section."

12. Paragraph 1a of section 426 of the Cities and Towns Act, enacted, for the city of Lauzon, by section 15 of the act 15-16 George VI, chapter 82, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
city.

"1a. Nevertheless, without other formality than the approval of the municipal council and of the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized until the first day of May, 1958, to pass a building and zoning by-law amending or replacing the existing by-laws on that subject; but once the new by-law is passed, such new by-law cannot be amended or replaced except in accordance with the aforesaid provisions;"

Building
and
zoning
by-law.

13. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 426 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426a,
added
for city.

"**426a.** The council may make by-laws to enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected forms a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Building
permit.

In the foregoing provision, the word "building" means a building for residential, commercial or industrial purposes with its dependencies; the provisions of this section shall not apply to the buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation."

"build-
ing".

14. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 32, thereof, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
city.

"33. To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed.

Streets
without
sewers,
etc.

However, if the petitioner can otherwise procure an adequate supply of drinking-water and make use of sewers that meet the required sanitary conditions, the council may, in its discretion, grant or refuse such permit."

Excep-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
la cité.

Couvre-
feu.

15. L'article 428 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant, après le paragraphe 10°, le suivant:

"11° Pour réglementer la présence des enfants, âgés de moins de quatorze ans, dans les rues et places publiques, sans être accompagnés de leurs parents ou gardiens, après neuf heures du soir, heure normale, et imposer une pénalité au père ou en son absence, à la mère ou tuteur ou gardien en charge de l'enfant; la pénalité ne pourra être réclamée et imposée qu'après deux avertissements donnés par le chef de police au père, à la mère, tuteur ou gardien, selon le cas."

15. Section 428 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 10 thereof, the following:

"11. To regulate the presence of children under fourteen years of age in the streets and public places, without being accompanied by their parents or guardians, after nine o'clock in the evening, standard time, and to impose a penalty on the father or, in his absence, on the mother or tutor or guardian responsible for the child; such penalty shall be demanded and imposed only after two notices given by the chief of police to the father, mother, tutor or the guardian, as the case may be."

R.S.,
c. 233,
s. 428,
am. for
city.

Curfew.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Trottoirs.

16. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant après le paragraphe 3°, le suivant:

"3°a Après que le conseil aura décrété la construction de trottoirs dans une rue, s'il y a des propriétaires qui refusent de s'y conformer, la cité pourra faire lesdits trottoirs ou en confier à quiconque les travaux d'exécution, conformément au paragraphe 3° du présent article. Le coût de leur construction constituera une créance privilégiée de la cité contre la propriété au même rang que la taxe foncière et portera intérêt au taux de cinq pour cent l'an.

Emprunt.

Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas quinze mille dollars par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales."

16. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 3 thereof, the following:

"3a. After the council has ordered the construction of sidewalks on a street, if some owners refuse to comply, the city may construct the said sidewalks or entrust such construction to any person, in accordance with paragraph 3 of this section. The cost of construction thereof shall constitute a privileged claim of the city against the property ranking equally with the real estate tax and shall bear interest at the rate of five per cent per annum.

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Sidewalks.

For the aforesaid purposes, the Council may borrow a sum not exceeding fifteen thousand dollars, by a by-law requiring no other formality than the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs."

Loan.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Circulation
interrompue.

17. Le paragraphe 11°a de l'article 429 de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité, par l'article 17 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82, est remplacé par les paragraphes suivants:

"11°a Pour interrompre la circulation dans les rues de la cité lorsqu'on exécute des travaux d'aqueduc et de voirie, y compris l'enlèvement et le déblaiement de la neige et dans tous les cas d'urgence;

Enlèvement
de véhicule
stationné.

"11°b Pour enlever et remorquer tout véhicule stationné qui nuirait à ces travaux ou opérations et au besoin le touer

17. Paragraph 11a of section 429 of the Cities and Towns Act enacted for the city, by section 17 of the act 15-16 George VI, chapter 82, is replaced by the following paragraphs:

"11a. To interrupt traffic in the streets of the city, when work on waterworks and roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency.

"11b. To remove and tow any parked vehicle which would hinder such work or operations and if need be to remove

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Traffic interrupted.

Removal of parked vehicle.

ailleurs, y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage."

it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs."

S.R.,
c. 233,
a. 439a,
aj. pour
la cité.

18. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 439, le suivant:

18. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 439 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 439a,
added
for city.

Taxe
d'eau sur
lot non
bâti.

"439a. Dans le cas d'un lot non bâti, la taxe d'eau peut être imposée sur une lisière de cent pieds en profondeur de ce lot en front d'un chemin, d'une rue ou avenue suivant la valeur réelle de ladite lisière portée au rôle d'évaluation mais le montant annuel de ladite taxe ne devra pas excéder quatre pour cent de la valeur réelle de ladite lisière, pourvu que les maîtres-tuyaux des systèmes d'aqueduc et d'égout soient établis dans le chemin, la rue ou avenue en front de tel lot non bâti. Quelle que soit la valeur de ladite lisière, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionnée ne devra pas être inférieur à dix dollars. Le présent article ne s'applique pas aux biens déclarés non imposables par nos lois."

"439a. In the case of a lot not built upon, the water-rate may be imposed on a strip of one hundred feet in depth of such lot fronting a road, street or avenue, according to the real value of such strip entered on the valuation roll, but the annual amount of the said rate shall not exceed four per cent of the real value of the said strip, provided that the main pipes of the waterworks and sewer systems be established in the road, street or avenue fronting such lot not built upon. Whatever may be the value of the said strip, the annual amount of the rate above-mentioned shall not be less than ten dollars. This section shall not apply to property declared non-taxable by our laws."

Water-
rate on
lot not
built
upon.

S.R.,
c. 233,
a. 492a,
aj. pour
la cité.

19. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 492, le suivant:

19. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 492 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 492a,
added
for city.

Droit
d'entrée.

"492a. Les estimateurs ont le droit de pénétrer dans toute construction, si la chose est nécessaire à son estimation."

"492a. The assessors shall have the right to enter any building, if it is necessary to assess such building."

Access.

1951-52,
c. 82,
a. 28,
remp.

20. L'article 28 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82, est remplacé par le suivant:

20. Section 28 of the act 15-16 George VI, chapter 82, is replaced by the following:

1951-52,
c. 82
s. 28
replaced.

S.R.,
c. 233,
a. 603a,
aj. pour
la cité.

"28. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 603, le suivant:

"28. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 603, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 603a,
added
for city.

Emprunt
annuel
autorisé.

"603a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, pendant les cinq ans, à compter de la présente loi, par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'appropriation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter annuellement une somme n'excédant pas cent mille dollars pour travaux permanents urgents et dépenses urgentes."

"603a. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, during the five years after the sanction of this act, by by-law requiring no other formality than the previous approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, borrow annually a sum not exceeding one hundred thousand dollars for urgent permanent works and expenses."

Annual
loan au-
thorized.

Appro-
bation.

Les travaux et dépenses nécessitant tel emprunt ne peuvent, cependant, être entrepris avant que la résolution du conseil n'ait été préalablement approuvée par la Commission municipale de Québec."

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

The works and expenses necessitating such loan shall not, however, be undertaken before the resolution of the council has been previously approved by the Quebec Municipal Commission."

21. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.